

**Art. 7.** Le Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et aux Annexes, signés à Bruxelles le 30 juin 1999, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Economie, de la Politique extérieure et de l'E-gouvernement,  
P. CEYSENS

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents.* — Projet de décret : 1828, n° 1. — Rapport : 1828, n° 2.

*Annales.* — Discussion et adoption : séances du 3 mars 2004.

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1256

[2004/200988]

#### 11 MARS 2004. — Décret relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** En vue de contribuer au développement durable de la Région, le Gouvernement peut octroyer, dans les limites budgétaires spécifiques fixées annuellement, des incitants à la grande entreprise qui réalise un programme d'investissements concourant de manière déterminante au développement durable. Ces investissements ne doivent pas compromettre l'équilibre entre les composantes économique, sociale et environnementale du développement durable. Les incitants doivent être nécessaires à la réalisation du programme d'investissements.

Pour apprécier le caractère déterminant d'un programme d'investissements au regard du développement durable, le Gouvernement prend notamment en considération la nature du programme d'investissements, son stade de développement, le domaine d'activités dans lequel elle opère et l'environnement économique dans lequel elle agit.

**Art. 2.** Les incitants prennent la forme d'une prime à l'investissement, d'une exonération du précompte immobilier, d'une garantie ou d'une combinaison de ces différentes formes d'incitants.

Ils sont attribués en vertu d'une décision unilatérale prise au terme d'une négociation entre le Gouvernement et la grande entreprise, après consultation de la commission visée à l'article 19. Les modalités d'octroi de l'incitant font l'objet d'une convention conclue entre les parties. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas dans le cadre de l'octroi d'une garantie seule.

Les incitants sont octroyés dans le respect de la réglementation de la Communauté européenne et, particulièrement, en conformité avec l'encadrement communautaire multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur des grands projets d'investissements, les lignes directrices concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole, celles concernant les aides d'Etat à finalité régionale dans le respect des plafonds fixés par la décision de la Commission européenne approuvant la carte des zones éligibles pour la Belgique et autres règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne.

Pour un même programme d'investissements, la grande entreprise ne peut cumuler le bénéfice des incitants prévus par le présent décret avec des aides obtenues en vertu d'autres législations ou réglementations régionales.

Les incitants prévus par le présent décret peuvent être cumulés avec les aides provenant des fonds structurels européens.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Peut bénéficier des incitants prévus par le présent décret la grande entreprise qui a un siège d'exploitation situé dans une zone de développement en Région wallonne et qui y réalise un programme d'investissements visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

Une zone de développement est une des zones définies par le Gouvernement dans le respect de l'article 87, § 3, point c., du traité instituant la Communauté européenne et sur la base de la carte des aides à finalité régionale pour la Belgique approuvée par la Commission européenne.

Peut bénéficier des incitants prévus par le présent décret la grande entreprise qui a un siège d'exploitation situé dans la Région wallonne et qui réalise un programme d'investissements dans le cadre des politiques d'intérêt particulier visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Par grande entreprise, on entend une des sociétés énumérées à l'article 2, § 2, du Code des sociétés ou un groupement européen d'intérêt économique :

1° dont l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à deux cent cinquante travailleurs;

2° ou dont :

a. le chiffre d'affaires annuel excède 40 millions d'euros;

b. et le total du bilan annuel excède 27 millions d'euros;

3° ou qui est détenue à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises remplissant une des conditions définies aux 1° et 2°.

La personne morale de droit public est exclue du bénéfice des incitants prévus au présent décret.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les critères visés au paragraphe 2 ou les adapter pour assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 87 à 89 du traité instituant la Communauté européenne.

**Art. 4.** Est exclue du bénéfice des incitants la grande entreprise dont les activités relèvent d'un des domaines suivants :

1° les banques et autres institutions financières, les assurances et l'immobilier;

2° la production et la distribution d'énergie ou d'eau;

3° l'enseignement, l'éducation et la formation;

4° la santé et les soins de santé;

5° les activités sportives, de loisirs et de distribution de produits culturels;

6° la grande distribution;

7° les professions libérales et l'association formée par ces personnes.

Le Gouvernement précise les secteurs ou parties de secteurs qui sont exclus du bénéfice d'un ou de plusieurs incitants. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre en considération les principes et objectifs du développement durable.

Le Gouvernement peut, après une évaluation qu'il effectue au moins tous les trois ans, sur la base, notamment, des rapports remis annuellement au Conseil régional wallon, modifier les secteurs ou parties de secteurs exclus.

## CHAPITRE II. — *Des incitants*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer une prime à l'investissement à la grande entreprise, dont le programme d'investissements poursuit un des objectifs suivants :

1° concourir à la création ou au développement de la grande entreprise, à l'augmentation de la valeur ajoutée de la production, à la création d'emplois ou à la protection de l'environnement;

2° mettre en œuvre une des politiques d'intérêt particulier de la Région, telles que définies par le Gouvernement, à savoir notamment :

a. le développement du transport combiné;

b. la participation, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à des démarches de clustering;

c. la valorisation de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles de la Région wallonne;

d. la création d'une spin-off, à savoir l'entreprise créée par des chercheurs, qu'ils soient universitaires ou industriels, au départ des résultats de leurs recherches;

e. la reconversion des sites d'activité économique désaffectés par le développement de nouvelles activités.

§ 2. Par transport combiné, on entend le transport de marchandises pour lequel le camion, la remorque, la semi-remorque, avec ou sans tracteur, la caisse mobile ou le conteneur de vingt pieds et plus utilise la route, le chemin de fer, la voie navigable ou la voie aérienne pour une partie du trajet et au moins un autre de ces moyens de transport pour l'autre partie du trajet.

§ 3. Par clustering, on entend un mode d'organisation du système productif qui se caractérise par la mise en place, à l'initiative d'entreprises, avec la participation éventuelle d'institutions universitaires ou de centres de recherches, d'un cadre de coopération autour d'activités liées et par le développement volontaire entre les entreprises de relations complémentaires, verticales ou horizontales, marchandes et non marchandes, ainsi que par la promotion d'une vision de développement commune.

La démarche de clustering doit répondre aux critères minimaux suivants :

1° le développement de complémentarités et de synergies entre les membres du cluster;

2° la promotion de l'intérêt commun des membres du cluster;

3° la mise en œuvre d'un programme de développement industriel et d'exploitation d'un produit, procédé ou service nouveau pour les partenaires membres du cluster;

4° la recherche d'une valeur ajoutée supplémentaire pour le cluster ou les partenaires membres du cluster.

§ 4. Les investissements pouvant faire l'objet d'un incitant sont les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles.

Le Gouvernement détermine les investissements exclus. Dans ce cas, sa décision tient compte de la prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes spécifiques en matière d'investissements, du rattachement territorial de ceux-ci et de leur permanence en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emplois.

**Art. 6.** Le Gouvernement détermine les conditions et les modalités particulières d'octroi de la prime à l'investissement, en tenant compte de l'importance des effets du programme d'investissements sur chacune des composantes du développement durable.

Dans le respect du montant maximal qui serait autorisé pour une réduction du taux d'intérêt, conformément aux articles 12 et 13 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, la prime à l'investissement est exprimée en un pourcentage du programme d'investissements admis et ne peut excéder 24 % .

Elle est limitée à 75.000 euros par emploi créé, sauf si le programme d'investissements présente un intérêt majeur pour le développement durable de la Région, dont l'appréciation est soumise au Gouvernement. Dans ce cas, cette limite est portée à 100.000 euros.

Le taux de 24 % sera, en outre, diminué d'1 % par an pendant quatre ans, chaque année à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, pour être ramené à 20 % au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 7.** Le Gouvernement peut octroyer, aux conditions et modalités qu'il détermine, des incitants à la grande entreprise dont l'activité économique se trouve gravement atteinte par une calamité naturelle ou d'autres événements extraordinaires qu'il reconnaît comme tels.

**Art. 8.** Le Gouvernement peut octroyer à la grande entreprise réalisant, dans le cadre d'un programme d'investissements visé à l'article 5, des investissements en immeubles, en ce compris les investissements en matériel réputé immeuble par nature ou par destination, l'exonération du précompte immobilier afférent à ces immeubles.

Cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de sept ans pour le matériel et l'outillage et pour une durée maximale de cinq ans en ce qui concerne les immeubles par nature. Dans le cas où cette exonération est supérieure à cinq ans, elle ne peut être octroyée qu'en cas de création d'entreprise.

Cette durée est à compter à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'occupation ou l'utilisation du bien immeuble.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer sa garantie au remboursement en capital et intérêts :

1<sup>o</sup> de prêts, ayant pour but le financement direct ou indirect d'investissements visés à l'article 5, consentis à une grande entreprise par un organisme de crédit ou un établissement financier agréé par la Commission bancaire et financière;

2<sup>o</sup> d'obligations, d'obligations convertibles en actions ou de certificats acquis ou souscrits par un organisme de crédit ou un établissement financier visé au 1<sup>o</sup>, ainsi que par la Société régionale d'Investissement de Wallonie, ses filiales spécialisées ou une société spécialisée au sens du chapitre V de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement et aux Sociétés régionales d'Investissement, modifié par le décret du 6 mai 1999.

§ 2. Seule peut obtenir la garantie la grande entreprise qui obtient un prêt aux conditions du marché et qui ne présente pas de difficultés financières au sens de l'article 633 du Code des sociétés.

La garantie porte sur un montant maximal déterminé par le Gouvernement et ne couvre pas plus de 75 % du solde restant dû du prêt ou de toute autre obligation financière. Toutefois, si les opérations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont réalisées par la Société régionale d'Investissement de Wallonie, ses filiales spécialisées ou par une société spécialisée visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la garantie peut dépasser 75 %.

La garantie est supplétive et ne peut couvrir que les sommes restant dues après la réalisation des sûretés attachées aux prêts ayant bénéficié de la garantie.

§ 3. L'encours global, à concurrence duquel la garantie peut être accordée, est fixé à 200 millions d'euros.

Le Gouvernement peut porter ce plafond à maximum 300 millions d'euros par libération de deux tranches de 50 millions d'euros chacune.

### CHAPITRE III. — *Conditions d'octroi et de maintien, procédures de demande et d'octroi, modalités de liquidation, de contrôle et sanctions*

**Art. 10.** Les incitants sont octroyés à la grande entreprise qui est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou qui s'engage à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente.

**Art. 11.** Le Gouvernement peut fixer des conditions particulières d'octroi pour l'entreprise qui ne remplit pas les conditions visées à l'article 3, § 2, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, et qui est détenue à concurrence de maximum 50 % du capital ou des droits de vote par une ou plusieurs grandes entreprises remplissant ces conditions.

**Art. 12.** Le Gouvernement détermine les conditions de maintien des incitants qui figurent dans la décision individuelle d'octroi et dans la convention.

**Art. 13.** La grande entreprise est tenue, pendant un délai de cinq ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, d'utiliser ceux-ci aux fins et conditions prévues, de ne pas les céder et de maintenir ceux-ci dans la destination pour laquelle l'incitant avait été octroyé.

Lorsque le capital ou les droits de vote dans la grande entreprise bénéficiant de l'incitant sont détenus par une ou plusieurs entreprises à hauteur de plus de 25 %, l'entreprise ou les entreprises qui détiennent cette participation s'engagent à restituer les incitants pour compte de la grande entreprise, et ce, pendant le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** La grande entreprise informe le conseil d'entreprise des motifs et des modalités de liquidation des incitants accordés, ainsi que des mesures de contrôle prévues.

**Art. 15.** Le Gouvernement fixe les procédures de demande et d'octroi des incitants.

Toute demande d'incitant doit donner lieu à une décision dans un délai maximum de quatre mois à compter du moment où le dossier introduit par la grande entreprise auprès de l'administration est complet.

**Art. 16.** Les incitants visés à l'article 5 sont remboursés conformément aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi et dans la convention;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la grande entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment ou non, par la grande entreprise des renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 8, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

Il est mis fin à la garantie de la Région visée à l'article 9 lorsque les renseignements fournis par l'organisme de crédit se révèlent inexacts ou en cas de non-respect des conditions d'octroi de cette garantie.

**Art. 17.** Le Gouvernement peut déroger à l'article 16 en maintenant les incitants :

1° dans le cas où le non-respect des conditions visées à l'article 12 est dû à un cas de force majeure, à savoir des circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

2° dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi qu'en cas de transfert de l'entreprise visé aux articles 41 à 43 de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire, si l'activité économique de la grande entreprise est poursuivie en Région wallonne et si les incitants obtenus ainsi que les investissements y afférents sont transférés dans la nouvelle entité juridique et sont maintenus dans la destination pour laquelle ils avaient été octroyés;

3° dans les cas de cession ou de modification de la destination ou des conditions d'utilisation, si la grande entreprise en sollicite au préalable l'autorisation auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement peut déroger à l'article 16 en limitant, dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de la grande entreprise ou de ses actionnaires, le remboursement à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'un incitant et le nombre d'années prévu à l'article 13, sans toutefois que moins de deux ans se soient écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'incitant.

**Art. 18.** Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation et de remboursement des incitants.

Les incitants ne peuvent être liquidés en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la grande entreprise.

#### CHAPITRE IV. — *La commission consultative*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé une commission consultative chargée de remettre un avis motivé dans un délai d'un mois à compter de sa saisine sur :

1° le caractère nécessaire ou non de l'octroi des incitants;

2° les éléments positifs du dossier de demande d'incitants;

3° les éléments négatifs ou les faiblesses du dossier de demande d'incitants.

§ 2. La commission consultative se compose :

1° de quatre membres effectifs et de quatre suppléants issus du Conseil économique et social de la Région wallonne;

2° d'un membre effectif et d'un suppléant issus du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable;

3° de trois membres effectifs et de trois suppléants représentant la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne;

4° d'un membre effectif et d'un suppléant représentant la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne;

5° d'un membre effectif et d'un suppléant représentant la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement désigne les membres de la commission consultative. En ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, il les désigne sur la base d'une liste de douze personnes proposées par l'organisme qu'ils représentent. En ce qui concerne les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 5°, le Gouvernement les désigne sur proposition du Ministre compétent.

Le secrétariat est assuré par les représentants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

La commission consultative peut faire appel à des experts ou techniciens, selon les dossiers qui lui sont soumis et sur proposition de l'un de ses membres.

La présidence est assurée par un représentant de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne.

§ 3. Le mandat des membres a une durée de quatre ans et est renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant l'expiration de celui-ci est remplacé par son suppléant pour la période qui reste à couvrir.

Les membres de la commission consultative et du secrétariat, ainsi que les experts ou techniciens dont le concours a été demandé, sont tenus de garder le secret des faits, actes ou renseignements dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, tant durant le mandat qu'après expiration de celui-ci. Toute infraction à cette règle est punie des peines prévues à l'article 458 du Code pénal.

La commission consultative arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret et de son arrêté d'exécution.

La commission consultative établit un rapport d'activités annuel qu'elle communique au Gouvernement, au Conseil économique et social de la Région wallonne et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 20.** Le Gouvernement communique trimestriellement au Conseil économique et social de la Région wallonne et à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique une information statistique relative aux incitants octroyés.

Le Gouvernement communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'expansion économique qu'il a menée au cours de l'année civile précédente assorti des éléments d'évaluation effectuée.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 21.** Dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, sont abrogés, en ce qui concerne la Région wallonne, les articles suivants :

1° l'article 1<sup>er</sup>, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992 et l'article 2, tel que modifié par la loi du 12 août 1985 et le décret du 25 juin 1992;

2° les articles 3 et 4;

3° les articles 5*ter* et 5*quater*, tels qu'insérés par le décret du 25 juin 1992;

4° l'article 11, tel que modifié par la loi du 17 août 1973;

5° les articles 13*bis* et 13*ter*, tels qu'insérés par le décret du 25 juin 1992;

6° l'article 14;

7° l'article 16, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992;

8° l'article 19, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992 et par l'arrêté royal du 16 juin 1994;

9° l'article 20, tel que modifié par l'arrêté royal du 16 juin 1994;

10° l'article 21, tel que modifié par la loi du 30 décembre 1977 et les décrets des 25 juin 1992 et 4 juillet 2002;

11° les articles 22 et 23;

12° l'article 24, tel que modifié par la loi du 30 mars 1976;

13° les articles 26 à 29;

14° l'article 29*bis*, tel qu'inséré par le décret du 25 juin 1992;

15° l'article 33;

16° l'article 36, tel que modifié par la loi du 17 août 1973 et le décret du 4 juillet 2002;

17° l'article 37;

18° l'article 38, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992;

19° les articles 38*bis* à 38*quater*, tels qu'insérés par le décret du 25 juin 1992;

20° les articles 39, 1°, et 40;

21° l'article 41, tel que modifié par la loi du 5 mars 1976 et le décret du 25 juin 1992;

22° l'article 43;

23° l'article 44, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992;

24° l'article 46;

25° l'article 47;

26° l'article 48, tel que modifié par le décret du 25 juin 1992.

Néanmoins, les dispositions de la loi du 30 décembre 1970 précitée restent d'application pour les demandes introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que celles introduites dans le cadre des régimes spécifiques d'aides à l'investissement cofinancées par le Fonds européen de développement régional pour la période 2000-2006.

**Art. 22.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*  
*Documents du Conseil* 598 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 9.  
*Compte rendu intégral*, séance publique du 3 mars 2004.  
Discussion. — Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1256

[2004/200988]

**11. MÄRZ 2004 — Dekret über die regionalen Anreize für Großbetriebe (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

*KAPITEL I — Gegenstand und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung der Region kann die Regierung innerhalb spezifischer, jährlich festgelegter Haushaltsgrenzen den Großbetrieben bestimmte Anreize gewähren, wenn sie ein Investitionsprogramm durchführen, das auf ausschlaggebende Weise zur nachhaltigen Entwicklung beiträgt. Diese Investitionen dürfen das Gleichgewicht zwischen den wirtschaftlichen, sozialen und umweltbezogenen Faktoren der nachhaltigen Entwicklung nicht beeinträchtigen. Die Anreize müssen für die Durchführung des Investitionsprogramms notwendig sein.

Um den ausschlaggebenden Charakter eines Investitionsprogramms hinsichtlich der nachhaltigen Entwicklung einzuschätzen, berücksichtigt die Regierung insbesondere die Art dieses Investitionsprogramms, sein Entwicklungsstadium, den entsprechenden Tätigkeitsbereich und den wirtschaftlichen Rahmen.

**Art. 2** - Die Anreize erfolgen in der Form einer Investitionsprämie, einer Freistellung vom Immobiliensteuervorabzug, einer Bürgschaft oder einer Kombination dieser verschiedenen Möglichkeiten.

Sie werden kraft eines einseitigen Beschlusses am Abschluss einer Verhandlung zwischen der Regierung und dem Großbetrieb und nach Konsultierung der in Art. 19 erwähnten Kommission gewährt. Die Modalitäten für die Gewährung der Anreize sind Gegenstand einer zwischen den Parteien abgeschlossenen Vereinbarung. Die Bestimmungen des vorliegenden Absatzes sind nicht im Rahmen der alleinigen Gewährung einer Bürgschaft anwendbar.

Die Anreize werden unter Einhaltung der Regelungen der Europäischen Gemeinschaft gewährt, und insbesondere in Übereinstimmung mit dem multisektoralen Regionalbeihilferahmen für große Investitionsvorhaben, den Richtlinien betreffend die staatlichen Beihilfen im Agrarsektor, den Richtlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung unter Beachtung der Höchstbetragsgrenzen gemäß der Entscheidung der Europäischen Kommission zur Genehmigung der Karte der förderfähigen Gebiete für Belgien und der sonstigen Gemeinschaftsregeln, die in Anwendung der in Art. 87 bis 89 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet worden sind.

Für ein gleiches Investitionsprogramm ist der Großbetrieb nicht berechtigt, den Anspruch auf die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Anreize mit den kraft sonstiger regionaler Gesetzgebungen oder Regelungen erhaltenen Anreizen zu kumulieren.

Die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize dürfen mit den aus den europäischen Strukturfonds stammenden Anreizen zusammen bezogen werden.

**Art. 3** - § 1. Der Großbetrieb, der einen Betriebssitz in einem Entwicklungsgebiet in der Wallonischen Region hat und dort ein Investitionsprogramm laut Art. 5, § 1, 1<sup>o</sup> durchführt, hat Anrecht auf die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize.

Unter Entwicklungsgebiet versteht man eins der Gebiete, die von der Regierung unter Beachtung von Art. 87, § 3, c. des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und auf der Grundlage der von der Europäischen Kommission für Belgien genehmigten Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung bestimmt worden sind.

Der Großbetrieb, der einen Betriebssitz in der Wallonischen Region hat und dort ein Investitionsprogramm im Rahmen von Politiken besonderen Interesses laut Art. 5, § 1, 2° durchführt, hat Anrecht auf die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize.

§ 2. Unter Großbetrieb versteht man eine der in Art. 2, § 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften aufgelisteten Gesellschaften oder eine Europäische Wirtschaftliche Interessenvereinigung:

1° deren Beschäftigtenzahl mindestens zweihundertfünfzig Arbeitnehmern entspricht;

2° oder deren:

a. Jahresumsatz 40 Millionen Euro übertrifft;

b. und die Jahresbilanzsumme 27 Millionen Euro übertrifft;

3° oder die zu mindestens 25% oder mehr des Kapitals oder der Stimmrechte im Besitz von einem oder mehreren Betrieben gemeinsam steht, der bzw. die einer der unter 1° und 2° angegebenen Bedingungen entspricht.

Öffentlich-rechtliche juristische Personen haben keinen Anspruch auf die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Anreize.

§ 3. Die Regierung kann die in § 2 erwähnten Kriterien näher bestimmen oder anpassen, um die Übereinstimmung des vorliegenden Dekrets mit den gemeinschaftlichen Regeln, die kraft der in Artikel 87 bis 89 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft vorgesehenen Bestimmungen verabschiedet worden sind, zu gewährleisten.

**Art. 4.** Der Großbetrieb hat keinen Anspruch auf die Anreize, wenn seine Tätigkeiten in einem der folgenden Bereiche ausgeübt werden:

1° Banken und sonstige Geldinstitute, Versicherungs- und Immobiliengesellschaften;

2° Energie- oder Wasserproduktion bzw.-versorgung;

3° Unterrichts-, Erziehungs- und Bildungswesen;

4° Gesundheit und Gesundheitspflege;

5° Sport, Freizeitbeschäftigung und Verteilung von kulturellen Produkten;

6° Großvertrieb;

7° freie Berufe und die Vereinigungen von Freiberuflern.

Die Regierung bestimmt, welche Sektoren und Teile von Sektoren keinen Anspruch auf einen oder mehrere Anreize haben. In diesem Fall muss ihr begründeter Beschluss den Grundsätzen und Zielen der nachhaltigen Entwicklung Rechnung tragen.

Nach einer Bewertung, die die Regierung mindestens alle drei Jahre u.a. auf der Grundlage der jährlich dem Wallonischen Regionalrat übermittelten Berichte durchführt, kann die Regierung die ausgeschlossenen Sektoren oder Teile von Sektoren ändern.

## KAPITEL II — Anreize

**Art. 5 - § 1.** Die Regierung kann dem Großbetrieb eine Investitionsprämie gewähren, wenn sein Investitionsprogramm eins der folgenden Ziele verfolgt:

1° zur Schaffung oder Entwicklung des Großbetriebs, zur Erhöhung des Produktionsmehrerts, zur Schaffung von Arbeitsplätzen oder zum Schutz der Umwelt beitragen;

2° eine der Politiken besonderen Interesses der Region umsetzen, so wie sie von der Regierung bestimmt wurden, nämlich insbesondere:

a. die Entwicklung des kombinierten Verkehrs;

b. die Beteiligung an Clustering-Vorgängen nach durch die Regierung festgelegten Modalitäten;

c. die Aufwertung der rationalen Verwendung der Naturressourcen der Wallonischen Region;

d. die Schaffung eines Spin-off, d.h. eines von - industriellen oder universitären - Forschern aufgrund der Ergebnisse ihrer Forschungen gegründeten Betriebs;

e. die Umstellung von stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen durch die Entwicklung neuer Aktivitäten.

§ 2. Unter kombiniertem Verkehr versteht man die Güterbeförderung, bei der der LKW, der Anhänger, der Sattelanhänger mit oder ohne Kraftfahrzeug, der Wechselbehälter oder der Container mit einer Länge von mindestens 20 Fuß einen Teil der Strecke auf der Straße und den übrigen Teil der Strecke auf der Schiene oder auf einer Binnenwasserstraße oder per Flugzeug zurücklegt.

§ 3. Unter Clustering versteht man einen Organisationsmodus des Produktionssystems, der sich durch die Schaffung - auf die Initiative von Betrieben hin, mit oder ohne die Beteiligung von universitären Einrichtungen oder Forschungszentren - eines Kooperationsrahmens für miteinander verbundene Tätigkeiten, durch die freiwillige Entfaltung zwischen diesen Betrieben von ergänzenden, vertikalen oder horizontalen, kommerziellen oder nicht-kommerziellen Beziehungen, und durch die Förderung einer gemeinsamen Entwicklungsvision kennzeichnet.

Ein Clustering-Vorgang muss den nachstehenden Mindestkriterien genügen:

1° die Entwicklung von Komplementaritäten und Synergien zwischen den Mitgliedern des Clusters;

2° die Förderung des gemeinsamen Interesses der Mitglieder des Clusters;

3° die Umsetzung eines Programms zur industriellen Entwicklung und Nutzung eines für die Partner des Clusters neuen Produktes, Verfahrens oder einer Dienstleistung;

4° die Suche nach einem zusätzlichen Mehrwert für das Cluster oder die Partner des Clusters.

§ 4. Bei den Investitionen, die Gegenstand eines Anreizes sein können, handelt es sich um materielle und immaterielle Anlagen.

Die Regierung bestimmt, welche Investitionen ausgeschlossen sind. In diesem Fall werden bei ihrer Beschlussfassung eine ausgeglichene Bewertung aller Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, die spezifischen europäischen Regeln in Zusammenhang mit den Investitionen, deren Gebietsanknüpfung und Beständigkeit berücksichtigt, um die Erhaltung oder Schaffung von Arbeitsplätzen zu sichern.

**Art. 6** - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und besonderen Durchführungsbestimmungen für die Gewährung der Investitionsprämie, unter Berücksichtigung der Bedeutung der Auswirkungen des Investitionsprogramms auf alle Komponenten der nachhaltigen Entwicklung.

Unter Berücksichtigung des Höchstbetrags, der für eine Kürzung des Zinssatzes genehmigt werden könnte, und in Übereinstimmung mit den Artikeln 12 und 13 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung wird die Investitionsprämie als Prozentsatz des genehmigten Investitionsprogramms ausgedrückt, wobei sie 24% nicht überschreiten darf.

Pro geschaffenen Arbeitsplatz wird sie auf 75.000 Euro begrenzt, außer wenn das Investitionsprogramm für die nachhaltige Entwicklung der Region von besonderer Wichtigkeit ist, wobei die Beurteilung darüber der Regierung obliegt. In diesem Falle wird diese Grenze auf 100.000 Euro erhöht.

Jedes Jahr ab dem 1. Januar 2004 wird zudem der Satz von 24% während vier Jahren um 1% pro Jahr heruntergebracht, um am 1. Januar 2007 nur noch 20% zu betragen.

**Art. 7** - Die Regierung kann zu Bedingungen und Modalitäten, die sie festlegt, dem Großbetrieb Anreize gewähren, wenn dessen wirtschaftliche Tätigkeit durch eine Naturkatastrophe oder besondere außergewöhnliche Ereignisse, die von der Regierung als solche anerkannt werden, stark beeinträchtigt worden ist.

**Art. 8** - Die Regierung kann den Großbetrieb von dem Immobiliensteuervorabzug freistellen, wenn dieser im Rahmen eines in Art. 5 erwähnten Investitionsprogramms Investitionen in Immobilien tätigt, einschließlich der Investitionen für Güter, die aufgrund ihrer Natur oder ihrer Zweckbestimmung als unbeweglich gelten; die Freistellung des Immobilienvorabzugs gilt für diejenigen Immobilien, die Gegenstand dieser Investitionen sind.

Diese Freistellung kann für einen Zeitraum von höchstens sieben Jahren für Material und Werkzeuge und für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren für Immobilien, die aufgrund ihrer Natur als unbeweglich gelten, gewährt werden.

Falls diese Freistellung für mehr als fünf Jahre gilt, kann sie nur im Falle einer Unternehmensgründung gewährt werden.

Diese Zeitspanne ist am dem 1. Januar des Jahres zu rechnen, das auf die Besetzung oder Benutzung des betreffenden Immobilienguts folgt.

**Art. 9** - § 1. Die Regierung kann ihre Bürgschaft für die Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen gewähren:

1° von Anleihen, die auf die direkte oder indirekte Finanzierung von in Art. 5 erwähnten Investitionen abzielen, und die durch ein von der Kommission für das Bank- und Finanzwesen zugelassenes Kredit- oder Finanzinstitut diesem Großbetrieb gewährt werden;

2° von durch ein unter 1° erwähntes Kredit- oder Finanzinstitut, die «Société régionale d'investissement de Wallonie» (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie), ihre spezialisierten Tochtergesellschaften oder eine spezialisierte Gesellschaft im Sinne von Kapitel V des durch das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, erworbenen oder gezeichneten Obligationen, Wandelobligationen oder Anteilscheinen.

§ 2. Nur demjenigen Großbetrieb, der eine Anleihe zu den Marktbedingungen erhält, und keine Finanzschwierigkeiten im Sinne von Art. 633 des Gesetzbuches über die Gesellschaften aufweist, kann die Bürgschaft gewährt werden.

Die Bürgschaft betrifft einen von der Regierung bestimmten Höchstbetrag und deckt nicht mehr als 75% des noch zu zahlenden Restbetrags der Anleihe oder jeglicher sonstigen Obligation. Wenn die in § 1, 2° erwähnten Geschäfte von der «Société régionale d'investissement de Wallonie» (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie), ihre spezialisierten Tochtergesellschaften oder eine in § 1, 2° gemeinte spezialisierte Gesellschaft getätigt werden, kann die Bürgschaft 75% übertreffen.

Bei der Bürgschaft handelt es sich um eine stellvertretende Bürgschaft, die die noch zu zahlenden Restbeträge nur dann deckt, nachdem die mit den Anleihen, für die die Bürgschaft gewährt wird, verbundenen Sicherheiten liquidiert worden sind.

§ 3. Der gesamte Kreditplafond, für den die Bürgschaft gewährt werden kann, beträgt 200 Millionen Euro.

Durch die Freigabe von zwei Tranchen in Höhe von je 50 Millionen Euro kann die Regierung diesen Plafond auf höchstens 300 Millionen Euro erhöhen.

### KAPITEL III — *Gewährungs- und Erhaltungsbedingungen, Beantragungs- und Gewährungsverfahren, Modalitäten für die Auszahlung und Kontrolle, Strafmaßnahmen*

**Art. 10** - Die Anreize werden dem Großbetrieb gewährt, der den gesetzlichen Bestimmungen, die auf die Ausübung seiner Tätigkeit anwendbar sind, sowie den steuerrechtlichen, sozialen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen genügt, oder der sich verpflichtet, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen.

**Art. 11** - Die Regierung ist befugt, besondere Gewährungsbedingungen festzulegen für Betriebe, die den in Art. 3, § 2, 1° oder 2° erwähnten Bedingungen nicht genügen, oder die zu höchstens 50% des Kapitals oder der Stimmrechte im Besitz von einem oder mehreren Großbetrieben sind, die diese Bedingungen erfüllen.

**Art. 12** - Die Regierung bestimmt die Bedingungen für die Erhaltung der Anreize, die im individuellen Gewährungsbeschluss und in der Vereinbarung angeführt sind.

**Art. 13** - Während eines Zeitraums von fünf Jahren ab dem Datum des Endes der Durchführung der Investitionen ist der Großbetrieb verpflichtet, diese zu den vorgesehenen Zwecken und Bedingungen zu verwenden, sie nicht abzutreten und stets für die Zweckbestimmung zu verwenden; für die der Anreiz gewährt worden war.

Wenn das Kapital oder die Stimmrechte des Großbetriebs, der in den Genuss des Anreizes gelangt, zu mehr als 25% im Besitz von einem oder mehreren Betrieben sind, verpflichten sich der oder die Betriebe, die im Besitze dieser Beteiligung sind, dazu, die Anreize für Rechnung des Großbetriebs während der in Absatz 1 erwähnten Frist zurückzuerstatten.

**Art. 14** - Der Großbetrieb informiert den Betriebsrat über die Gründe und Auszahlungsmodalitäten für die gewährten Anreize, sowie über die vorgesehenen Kontrollmaßnahmen.

**Art. 15** - Die Regierung bestimmt die Verfahren für die Beantragung und Gewährung der Anreize.

Jeder Antrag auf Anreize muss einen Beschluss innerhalb einer Höchstfrist von vier Monaten ab der Einreichung der vollständigen Akte durch den Großbetrieb bei der Verwaltung veranlassen.

**Art. 16** - Die in Art. 5 erwähnten Anreize werden in Übereinstimmung mit den koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung zurückerstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss und in der Vereinbarung angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Großbetriebs;

3° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch den Großbetrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Art. 8 erwähnten Anreizes, wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs ab initio abgeschafft.

Der in Art. 9 erwähnten Bürgschaft der Region wird ein Ende gesetzt, wenn die von dem Kreditinstitut mitgeteilten Angaben sich als falsch erweisen, oder im Falle der Nichtbeachtung der Bedingungen für die Gewährung dieser Bürgschaft.

**Art. 17** - Die Regierung kann von Art. 16 abweichen und die Anreize weiterhin gewähren:

1° in dem Falle, wo die Nichtbeachtung der in Art. 12 erwähnten Bedingungen auf einen Fall höherer Gewalt zurückzuführen ist, d.h. auf abnormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht zu verhindern gewesen wären;

2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie im Falle einer Übertragung des Betriebs im Sinne von Art. 41 bis 43 des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich, wenn die Wirtschaftstätigkeit des Großbetriebs in der Wallonischen Region weitergeführt wird und wenn die erhaltenen Anreize sowie die betreffenden Investitionen auf die neue juristische Person übertragen werden und wenn diese Investitionen weiterhin für die Zweckbestimmung erhalten werden, für die sie ursprünglich gewährt worden waren.

3° im Falle einer Abtretung oder Änderung der Zweckbestimmung oder Benutzungsbedingungen, wenn der Großbetrieb im Voraus die betreffende Genehmigung bei der Regierung einholt.

In den Fällen, wo der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des Großbetriebs oder seiner Aktionäre zurückzuführen ist, kann die Regierung von Art. 16 abweichen, indem die Rückzahlung auf das Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre der tatsächlichen Benutzung des Gutes, für das ein Anreiz gewährt worden ist, und der Anzahl Jahre im Sinne von Art. 13 begrenzt wird, ohne dass jedoch seit dem Ende der Durchführung der Investition bis zum Tage des Ereignisses, das zum Entzug des Anreizes geführt hat, weniger als zwei Jahre verstrichen sind.

**Art. 18** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung und Rückzahlung der Anreize.

Die Anreize können in folgenden Fällen nicht ausgezahlt werden: Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Großbetriebs.

#### KAPITEL IV — *Die Beratungskommission*

**Art. 19** - § 1. Es wird eine Beratungskommission eingesetzt, die damit beauftragt wird, innerhalb eines Zeitraums von einem Monat, ab dem Moment, wo sie mit der Angelegenheit befasst worden ist, ein begründetes Gutachten über Folgendes abzugeben:

1° den notwendigen oder nicht notwendigen Charakter der Gewährung der Anreize;

2° die positiven Elemente der Akte zur Beantragung von Anreizen;

3° die negativen Elemente oder die Schwächen der Akte zur Beantragung von Anreizen;

§ 2. Die Beratungskommission besteht aus:

1° vier effektiven Mitgliedern und vier Stellvertretern, die dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region angehören;

2° einem effektiven Mitglied und einem Stellvertreter, die dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung angehören;

3° drei effektiven Mitgliedern und drei Stellvertretern, die die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;

4° einem effektiven Mitglied und einem Stellvertreter, die die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten;

5° einem effektiven Mitglied und einem Stellvertreter, die die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region vertreten.

Die Regierung bezeichnet die Mitglieder der Beratungskommission. Die in Absatz 1, 1° und 2° erwähnten Mitglieder werden von der Regierung auf der Grundlage einer Liste von zwölf Personen bestimmt, die von der Einrichtung, die sie vertreten, vorgeschlagen werden. Die Regierung bestimmt die in Absatz 1, 3° bis 5° erwähnten Mitglieder auf Vorschlag des betroffenen Ministers.

Das Sekretariat wird von den in Absatz 1, 3° erwähnten Mitglieder übernommen.

Je nach den Akten, die ihr unterbreitet werden, kann die Beratungskommission auf Vorschlag eines ihrer Mitglieder an Sachverständige oder Techniker appellieren.

Der Vorsitz wird von einem Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region übernommen;

§ 3. Das Mandat der Mitglieder hat eine Dauer von vier Jahren und ist erneuerbar.

Das Mitglied, das die Ausübung seines Mandats einstellt, bevor es abläuft, wird für den Zeitraum, der noch zu decken bleibt, durch seinen Stellvertreter ersetzt.

Die Mitglieder der beratenden Kommission und des Sekretariats sowie die Sachverständigen oder Techniker, an die appelliert wurde, sind zur Geheimhaltung verpflichtet, was die Tatsachen, Handlungen und Auskünfte angeht, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes sowohl bei der Ausübung ihres Mandats als nach dessen Ablauf Kenntnis gehabt haben. Jeder Verstoß gegen diese Regel wird mit einer der in Art. 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen geahndet.

Die Beratungskommission legt ihre Geschäftsordnung fest, welche innerhalb eines Zeitraums von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und seines Ausführungserlasses der Regierung zur Genehmigung unterbreitet wird.

Die Beratungskommission erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht, den sie der Regierung, dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region und dem Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik übermittelt.

#### KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

**Art. 20** - Die Regierung übermittelt dem Wirtschafts- und Sozialausschuss der Wallonischen Region und dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik quartalsweise eine statistische Information über die gewährten Anreize.

Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Regionalrat jährlich einen quantitativen und qualitativen Bericht über ihre Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung während des vorhergehenden Kalenderjahres zuzüglich der Elemente in Zusammenhang mit der Bewertung, die sie durchgeführt hat.

#### KAPITEL VI — *Aufhebende und Übergangsbestimmungen*

**Art. 21** - Was die Wallonische Region betrifft, werden im Gesetz vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung folgende Artikel außer Kraft gesetzt:

1° Artikel 1, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992, und Artikel 2 in seiner durch das Gesetz vom 12. August 1985 und das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

2° die Artikeln 3 und 4;

3° die Artikel 5ter und 5quater, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

4° Artikel 11, in seiner durch das Gesetz vom 17. August 1973 abgeänderten Fassung;

5° die Artikeln 13bis und 13ter, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

6° Artikel 14;

4° Artikel 16, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

8° Artikel 19, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 und den Königlichen Erlass vom 16. Juni 1994 abgeänderten Fassung;

9° Artikel 20, in seiner durch den Königlichen Erlass vom 16. Juni 1994 abgeänderten Fassung;

10° Artikel 11, in seiner durch das Gesetz vom 30. Dezember 1977 und die Dekrete vom 25. Juni 1992 und 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

11° die Artikeln 22 und 23;

12° Artikel 24, in seiner durch das Gesetz vom 30. März 1976 abgeänderten Fassung;

13° Artikel 26 bis 29;

14° Artikel 29bis, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

15° Artikel 33;

16° Artikel 36, in seiner durch das Gesetz vom 17. August 1973 und das Dekret 4. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

17° Artikel 37;

18° Artikel 38, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

19° die Artikeln 38bis bis 38quater, eingefügt durch das Dekret vom 25. Juni 1992;

20° die Artikeln 39, 1°, und 40;

21° Artikel 41, in seiner durch das Gesetz vom 5. März 1976 und das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

22° Artikel 43;

23° Artikel 44, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung;

24° Artikel 46;

25° Artikel 47;

26° Artikel 48, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung.

Die Bestimmungen des oben genannten Gesetzes vom 30. Dezember 1970 bleiben jedoch applicabel für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge sowie für die Anträge, die im Rahmen der Sonderregelungen für vom Europäischen Fonds für regionale ontwikkeling für den Zeitraum 2000-2006 mitfinanzierten Investitionsbeihilfen eingereicht worden sind.

**Art. 22** - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. März 2004

DER Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2003-2004.*

*Dokumente des Rats 598 (2003-2004), Nrn. 1 bis 9.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. März 2004.*

*Diskussion. — Abstimmung.*

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1256

[2004/200988]

#### 11 MAART 2004. — Decreet betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### HOOFDSTUK I. — Voorwerp en toepassingsgebied

**Artikel 1.** Om bij te dragen aan de duurzame ontwikkeling van het Gewest kan de Regering binnen de specifieke perken van de begroting zoals jaarlijks vastgesteld, incentives toekennen aan de grote onderneming die een investeringsprogramma doorvoert dat op bepalende wijze bijdraagt aan de duurzame ontwikkeling. Die investeringen mogen het evenwicht tussen de economische, maatschappelijke en ecologische component van de duurzame ontwikkeling niet in het gedrang brengen. De incentives moeten noodzakelijk zijn voor de doorvoering van het investeringsprogramma.

Om te oordelen of een investeringsprogramma bepalend is ten opzichte van de duurzame ontwikkeling, neemt de Regering meer bepaald de aard van het investeringsprogramma, diens ontwikkelingsstadium, het activiteitengebied en de economische omgeving waarin de onderneming handelt, in overweging.

**Art. 2.** De incentives nemen de vorm aan van een investeringspremie, een vrijstelling van de onroerende voorheffing, een waarborg of een combinatie van die verschillende incentivevormen.

Zij worden toegewezen krachtens een eenzijdige beslissing die getroffen wordt na onderhandeling tussen de Regering en de grote onderneming, na raadpleging van de commissie bedoeld in artikel 19. De wijze waarop de incentive toegekend wordt, maakt het voorwerp uit van een overeenkomst gesloten tussen de partijen. De bepalingen van dit lid gelden niet wanneer enkel een waarborg toegekend wordt.

De incentives worden toegekend met inachtneming van de regelgeving van de Europese Gemeenschap en, meer in het bijzonder, in overeenstemming met de multisectorale kaderregeling door de Gemeenschap van de regionale steunmaatregelen ten gunste van grote investeringsprojecten, de richtsnoeren voor de staatssteun in de landbouwsector, de richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld bij beslissing van de Europese Commissie tot goedkeuring van de kaart van de voor België in aanmerking komende gebieden en andere gemeenschapsregels die goedgekeurd worden als bepalingen van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap.

Voor eenzelfde investeringsprogramma mag de grote onderneming het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet niet samenvoegen met de steun die zij gekregen heeft krachtens andere gewestelijke decreet- of regelgeving.

De incentives bepaald bij dit decreet mogen samengevoegd worden met de steun uit de Europese structuurfondsen.

**Art. 3. § 1.** Voor incentives zoals bepaald bij dit decreet kan in aanmerking komen de grote onderneming die een bedrijfszetel heeft in een ontwikkelingsgebied in het Waalse Gewest en er een investeringsprogramma zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 1<sup>o</sup>, doorvoert.

Een ontwikkelingsgebied is één van de gebieden bepaald bij de Regering met inachtneming van artikel 87, § 3, punt c., van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap en op grond van de regionale steunkaart voor België goedgekeurd door de Europese Commissie.

Voor incentives zoals bepaald bij dit decreet kan in aanmerking komen de grote onderneming die een bedrijfszetel heeft gelegen in het Waalse Gewest en die een investeringsprogramma doorvoert in het kader van het beleid van bijzonder belang bedoeld in artikel 5, § 1, 2<sup>o</sup>.

§ 2. Onder grote onderneming wordt verstaan één van de vennootschappen opgesomd in artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen of een Europees samenwerkingsverband :

1<sup>o</sup> waarvan het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan tweehonderd vijftig werknemers;

2<sup>o</sup> of waarvan :

a. de jaarlijkse omzet 40 miljoen euro overschrijdt;

b. en het jaarlijkse balanstotaal 27 miljoen euro overschrijdt;

3<sup>o</sup> of die ter hoogte van 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht in handen is van een onderneming of van meerdere ondernemingen samen die één van de voorwaarden bepaald in 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervullen.

De publiekrechtelijke rechtspersoon is uitgesloten van het voordeel van de incentives bepaald bij dit decreet.

§ 3. De Regering kan de criteria bedoeld in paragraaf 2 nader bepalen of ze aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 87 tot en met 89 van het verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap.

**Art. 4.** Uitgesloten van het voordeel van de incentives wordt de grote onderneming waarvan de activiteiten onder één der volgende gebieden vallen :

1<sup>o</sup> bankwezen en andere financiële instellingen, verzekeringswezen en vastgoed;

2<sup>o</sup> energie- of waterproductie en -verdeling;

3<sup>o</sup> onderwijs, opvoeding en vorming;

4<sup>o</sup> gezondheid en gezondheidszorgen;

5<sup>o</sup> sportactiviteiten, vrijetijdsbesteding en verdeling van cultuurproducten;

6<sup>o</sup> grootdistributie;

7<sup>o</sup> vrije beroepen en de vereniging gevormd door die personen.

De Regering bepaalt de sectoren of delen van sectoren die uitgesloten zijn van het voordeel van één of meerdere incentives nader. In dit geval dienen de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling in zijn gemotiveerde beslissing in overweging te worden genomen.

De Regering kan, na een evaluatie die hij minstens driejaarlijks verricht, meer bepaald op grond van de jaarlijks aan de Waalse Gewestraad overgemaakte verslagen, de uitgesloten sectoren of delen van sectoren wijzigen.

## HOOFDSTUK II. — *Incentives*

**Art. 5. § 1.** De Regering kan een investeringspremie verlenen aan de grote onderneming waarvan het investeringsprogramma één van de volgende doelstellingen nastreeft :

1<sup>o</sup> bijdragen in de oprichting of de ontwikkeling van de grote onderneming, de verhoging van de toegevoegde productiewaarde, het scheppen van werkgelegenheid of de bescherming van het milieu;

2<sup>o</sup> één van de beleidslijnen van bijzonder belang van het Gewest zoals door de regering bepaald, implementeren, namelijk inzonderheid :

a. de totstandbrenging van gecombineerd vervoer;

b. de deelname, volgens de wijze bepaald door de Regering, aan clusteringstappen;

c. de valorisering van het rationeel gebruik van de natuurlijke hulpbronnen van het Waalse Gewest;

d. de oprichting van een spin-off, namelijk de onderneming opgericht door onderzoekers, of universitaires of industriëlen, vertrekkend van de resultaten van hun onderzoek;

e. de reconversie van afgedankte bedrijfssites door de totstandbrenging van nieuwe activiteiten.

§ 2. Onder gecombineerd vervoer wordt het goederenvervoer verstaan waarvoor de vrachtwagen, de aanhangwagen, de oplegger, met of zonder trekker, de wissellaadbak of de container van twintig voet en meer gebruik maken van de weg, de spoorweg, de bevaarbare waterweg of de luchtweg voor een deel van het traject en minstens van een andere van die vervoersmiddelen voor het andere deel van het traject.

§ 3. Onder clustering wordt een organisatie van het productiesysteem verstaan dat gekenmerkt wordt door het oprichten op initiatief van ondernemingen, met eventuele deelname van universitaire instellingen of onderzoekscentra, van een samenwerkingsverband aangaande verbonden activiteiten en door de vrijwillige totstandbrenging van aanvullende, verticale of horizontale betrekkingen tussen bedrijven, al dan niet van commerciële aard, evenals door de bevordering van een gemeenschappelijke zienswijze.

De clustering moet beantwoorden aan volgende minimumcriteria :

1<sup>o</sup> de totstandbrenging van complementaire en synergetische relaties tussen leden van een cluster;

2<sup>o</sup> de bevordering van het gemeenschappelijk belang van leden van een cluster;

3<sup>o</sup> de uitvoering van een industrieel en bedrijfsontwikkelingsprogramma voor een product, een procédé of een nieuwe dienstverlening voor de partners leden van een cluster;

4<sup>o</sup> het zoeken naar een voor de cluster of de partners leden van een cluster bijkomende toegevoegde waarde.

§ 4. De investeringen die voor een incentive in aanmerking kunnen komen, zijn de investeringen in materiële en immateriële vaste activa.

De Regering bepaalt de uitgesloten investeringen. In dat geval wordt in zijn beslissing rekening gehouden met het evenwicht tussen de componenten van de duurzame ontwikkeling, de specifieke Europese regels inzake investeringen, hun verankering in een bepaald grondgebied en hun standvastigheid om de consolidering of de creatie van werkgelegenheid te waarborgen.

**Art. 6.** De Regering bepaalt de bijzondere voorwaarden en wijze voor de toekenning van de investeringspremie waarbij rekening wordt gehouden met het belang van de effecten van het investeringsprogramma op elke component van de duurzame ontwikkeling.

Met inachtneming van het maximumbedrag die toegelaten zou zijn voor een rentevoetvermindering overeenkomstig de artikelen 12 en 13 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie wordt de investeringspremie uitgedrukt in een percentage van het toegelaten investeringsprogramma en mag 24 % niet overschrijden.

De premie is beperkt tot 75.000 euro per gecreëerde betrekking, behalve indien het investeringsprogramma van groot belang blijkt voor de duurzame ontwikkeling van het Gewest, waarvan de beoordeling aan de Regering wordt voorgelegd. In dat geval wordt die beperking op 100.000 euro gebracht.

Het percentage van 24 % wordt daarnaast jaarlijks met 1 % verminderd over vier jaar, jaarlijks vanaf 1 januari 2004, en wordt op 1 januari 2007 tot 20 % teruggebracht.

**Art. 7.** De Regering kan tegen de voorwaarden en op de wijze die hij bepaalt, incentives toekennen aan de grote onderneming waarvan de bedrijvigheid ernstig aangetast is ten gevolge van een natuurramp of andere buitengewone gebeurtenissen die hij als dusdanig erkent.

**Art. 8.** De Regering kan de grote onderneming die in het kader van een investeringsprogramma als bedoeld in artikel 5 investeringen in vastgoed verwezenlijkt, met inbegrip van investeringen in materiaal dat onroerend van aard of door bestemming geacht wordt, de vrijstelling van de onroerende voorheffing met betrekking tot dat vastgoed toekennen.

Die vrijstelling kan worden toegekend voor een maximumduur van zeven jaar voor materieel en werktuigen en voor een maximumduur van vijf jaar voor wat betreft de van aard onroerende goederen. Indien die vrijstelling langer duurt dan vijf jaar, kan ze enkel worden toegekend in het geval van bedrijfsoprichting.

Die duur wordt berekend vanaf 1 januari van het jaar volgend op de bezetting of de ingebruikname van het vastgoed.

**Art. 9.** § 1. De Regering kan zijn waarborg voor de terugbetaling in kapitaal en intrest toekennen voor :

1° leningen die als doel hebben de rechtstreekse of onrechtstreekse financiering van investeringen bedoeld in artikel 5, toegekend aan een grote onderneming door een kredietinstelling of een financiële instelling erkend door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;

2° obligaties, obligaties omzetbaar in aandelen of certificaten die aangekocht zijn of waarop ingeschreven is door een kredietinstelling of een financiële instelling bedoeld onder 1°, evenals door de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië), zijn gespecialiseerde dochtermaatschappijen of een gespecialiseerde vennootschap in de zin van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 betreffende de federale investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999.

§ 2. Enkel de grote onderneming die een lening krijgt tegen de marktvoorwaarden en geen financiële moeilijkheden in de zin van artikel 633 van het Wetboek van vennootschappen vertoont, kan de waarborg bekomen.

De waarborg heeft betrekking op een maximumbedrag bepaald door de regering en dekt niet meer dan 75 % van het restbedrag van de lening of elke andere financiële verbintenis. Indien de verrichtingen bedoeld in paragraaf 1, 2°, evenwel verwezenlijkt worden door de « Société régionale d'Investissement de Wallonie », zijn gespecialiseerde dochtermaatschappijen of een gespecialiseerde vennootschap bedoeld in paragraaf 1, 2°, mag de waarborg 75 % overschrijden.

De waarborg is aanvullend en kan enkel de restbedragen dekken na tegeldemaking van de zekerheden verbonden aan de leningen die voor de waarborg in aanmerking zijn gekomen.

§ 3. Het globale uitstaand bedrag ter hoogte waarvan de waarborg toegekend kan worden, wordt vastgesteld op 200 miljoen euro.

De Regering kan dat maximumbedrag verhogen tot 300 miljoen euro door twee schijven van elk 50 miljoen euro vrij te maken.

#### HOOFDSTUK III. — Voorwaarden voor de toekenning en de instandhouding, aanvraag- en toekenningsprocedures, uitbetalings-, controle- en bestraffingswijze

**Art. 10.** De incentives worden toegekend aan de grote onderneming die de wetsbepalingen over de uitoefening van zijn bedrijvigheid naleeft en de wet- en regelgeving in fiscale, sociale en ecologische aangelegenheden naleeft of die zich daartoe verbindt binnen de termijn vastgesteld door het bevoegde bestuur.

**Art. 11.** De Regering kan bijzondere toekeningsvoorwaarden vaststellen voor de onderneming die de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 2, 1° of 2°, niet meer naleeft en die voor maximum 50 % van het kapitaal of het stemrecht in handen is van één of meerdere grote ondernemingen die die voorwaarden vervullen.

**Art. 12.** De Regering bepaalt de voorwaarden voor de instandhouding van de incentives die in de individuele beslissing tot toekenning ervan en in de overeenkomst opgenomen zijn.

**Art. 13.** De grote onderneming is er tijdens een termijn van vijf jaar te rekenen van de datum waarop de verwezenlijking van de investeringen beëindigd wordt, toe verplicht die investeringen aan te wenden voor de doeleinden en tegen de voorwaarden zoals voorzien, ze niet af te staan en ze in stand te houden in de bestemming waarvoor de incentive was toegekend.

Indien het kapitaal of het stemrecht in de grote onderneming die voor de incentive in aanmerking komt, in handen is van één of meerdere grote ondernemingen ter hoogte van 25 %, verbinden zich de onderneming of de ondernemingen die die participatie in handen heeft of hebben, ertoe om de incentives terug te geven voor rekening van de grote onderneming, gedurende de termijn bedoeld in het eerste lid.

**Art. 14.** De grote onderneming licht de ondernemingsraad in over de motieven en wijze van uitbetaling van de toegekende incentives, evenals over de bepaalde controlemaatregelen.

**Art. 15.** De Regering stelt de procedures voor aanvraag en toekenning van de incentives vast.

Elke aanvraag voor een incentive dient aanleiding te geven tot een beslissing binnen een maximumtermijn van vier maanden te rekenen van het tijdstip waarop het dossier ingediend bij het bestuur volledig is.

**Art. 16.** De incentives bedoeld in artikel 5 worden terugbetaald overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit :

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning en in de overeenkomst;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de grote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de grote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 8 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

De waarborg van het Gewest bedoeld in artikel 9 wordt beëindigd indien de door de kredietinstelling verstrekte inlichtingen onjuist blijken te zijn of in geval van niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden van die waarborg.

**Art. 17.** De Regering kan van artikel 16 afwijken en de incentives instandhouden :

1° in het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 12 toe te schrijven is aan overmacht, namelijk abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in geval van overdracht van de onderneming bedoeld in de artikelen 41 tot en met 43 van de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk concordaat, indien de bedrijvigheid van de grote onderneming in het Waalse Gewest voortgezet wordt en de verkregen incentives, evenals de daarop betrekking hebbende investeringen overgedragen worden naar de nieuwe juridische constructie en in stand gehouden worden in de bestemming waarvoor ze zijn toegekend;

3° in geval van afstand of wijziging van de bestemming of de gebruiksvoorwaarden, indien de grote onderneming op voorhand om de toelating door de Regering verzoekt.

De Regering kan van artikel 16 afwijken door, in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van de grote onderneming of diens aandeelhouders, de terugbetaling te beperken tot de verhouding tussen het aantal jaar waarin werkelijk gebruik is gemaakt van het goed waarvoor een incentive is toegekend en het aantal jaar bepaald in artikel 13 zonder dat evenwel minder dan twee jaar mag verstrijken zijn tussen het einde van de doorvoering van de investering en de dag waarop de gebeurtenis plaatsvindt die de intrekking van de incentive verantwoordt.

**Art. 18.** De Regering bepaalt de wijze van uitbetaling en terugbetaling van de incentives.

De incentives kunnen niet uitbetaald worden in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de grote onderneming.

#### HOOFDSTUK IV. — *Adviescommissie*

**Art. 19. § 1.** Er wordt een adviescommissie opgericht die ermee belast wordt een gemotiveerd advies uit te brengen binnen een termijn van één maand te rekenen van het tijdstip waarop de aangelegenheid bij haar aanhangig wordt gemaakt, betreffende :

1° het al dan niet noodzakelijk karakter van de toekenning van de incentives;

2° de positieve elementen van het dossier betreffende de aanvraag van de incentives;

3° de negatieve elementen of de zwakke punten van het dossier betreffende de aanvraag van de incentives.

§ 2. De adviescommissie bestaat uit :

1° vier gewone leden en vier plaatsvervangende leden uit de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

2° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid uit de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling);

3° drie gewone leden en drie plaatsvervangende leden ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° één gewoon lid en één plaatsvervangend lid ter vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De Regering wijst de leden van de adviescommissie aan. Wat betreft de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, wijst hij ze aan uit een lijst van twaalf personen voorgedragen door de instelling die zij vertegenwoordigen. Wat betreft de leden bedoeld in het eerste lid, 3° tot en met 5°, wijst de Regering ze aan op de voordracht van de bevoegde minister.

Het secretariaat wordt waargenomen door de vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid, 3°.

De adviescommissie kan een beroep doen op deskundigen of technici al naargelang van de dossiers die ze voorgelegd krijgt en op voorstel van één van haar leden.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 3. Het mandaat van de leden heeft een duur van vier jaar en is hernieuwbaar.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór verstrijken ervan wordt vervangen door zijn plaatsvervanger voor de overblijvende periode.

De leden van de adviescommissie en het secretariaat, evenals de deskundigen of de technici waarop een beroep wordt gedaan, zijn ertoe verplicht de feiten, handelingen of inlichtingen waarvan ze kennis hebben gehad in de uitoefening van hun ambt, geheim te houden zowel tijdens de duur van hun mandaat als na verstrijken ervan. Elke overtreding van die regel wordt bestraft met één van de straffen bepaald bij artikel 458 van het Strafwetboek.

De adviescommissie stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd binnen de zes maanden na inwerkingtreding van dit decreet en diens uitvoeringsbesluit.

De adviescommissie stelt een jaarlijks activiteitenverslag op dat ze meedeelt aan de Regering, aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne » en aan het « Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique » (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek).

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 20.** De Regering verstrekt elk kwartaal een statistische informatie betreffende de toegekende incentives aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne » en aan het « Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique ».

De Regering deelt jaarlijks aan de Waalse Gewestraad een kwantitatief en kwalitatief verslag over het economische expansiebeleid dat in de loop van het voorgaande kalenderjaar is gevoerd, mee, samen met de bestanddelen van de verrichte evaluatie.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 21.** In de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie worden, wat het Waalse Gewest betreft, volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992 en artikel 2, zoals gewijzigd bij de wet van 12 augustus 1985 en het decreet van 25 juni 1992;

2° de artikelen 3 en 4;

3° de artikelen 5ter en 5quater, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

4° artikel 11, zoals gewijzigd bij de wet van 17 augustus 1973;

5° de artikelen 13bis en 13ter, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

6° artikel 14;

7° artikel 16, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

8° artikel 19, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992 en bij het koninklijk besluit van 16 juni 1994;

9° artikel 20, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 1994;

10° artikel 21, zoals gewijzigd bij de wet van 30 december 1977 en de decreten van 25 juni 1992 en 4 juli 2002;

11° de artikelen 22 en 23;

12° artikel 24, zoals gewijzigd bij de wet van 30 maart 1976;

13° de artikelen 26 tot en met 29;

14° artikel 29bis, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

15° artikel 33;

16° artikel 36, zoals gewijzigd bij de wet van 17 augustus 1973 en het decreet van 4 juli 2002;

17° artikel 37;

18° artikel 38, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

19° de artikelen 38bis tot en met 38quater, zoals ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

20° de artikelen 39, 1°, en 40;

21° artikel 41, zoals gewijzigd bij de wet van 5 maart 1976 en het decreet van 25 juni 1992;

22° artikel 43;

23° artikel 44, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992;

24° artikel 46;

25° artikel 47;

26° artikel 48, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992.

De bepalingen van voornoemde wet van 30 december 1970 blijven evenwel gelden voor de aanvragen die zijn ingediend vóór inwerkingtreding van dit decreet, evenals voor de aanvragen ingediend in het kader van specifieke investeringssteunregelingen die medegefinancierd worden door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling over de periode 2000-2006.

**Art. 22.** De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 598 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 9.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.*

*Bespreking. — Stemming.*